

"Frères de sang. La guerre civile en France au XIXe siècle", de Jean-Claude Caron : rhétorique de la discorde

L'historien analyse la peur de la guerre civile, qui hante la société française depuis le XIXe siècle.

LE MONDE DES LIVRES | 22.10.2009 à 12h14 • Mis à jour le 22.10.2009 à 12h14 | Par Thomas Wieder

Les Français, c'est bien connu, adorent se **quereller**. On le dit et on le répète, depuis César, qui trouvait les Gaulois désunis et indisciplinés, jusqu'à de Gaulle, qui parlait de "*l'instabilité nerveuse de notre peuple*" et s'insurgeait contre ces "*ferments de dispersion*" constituant à ses yeux un "*danger mortel*" pour le pays.

De grands esprits ont contribué à **donner** du crédit à ce stéréotype. A l'instar du géographe et sociologue André Siegfried, qui déplorait "*le caractère destructif de notre intelligence, plus à l'aise dans l'opposition que dans la coopération*". Ou de François Mauriac, qui relativisa la singularité des "événements" de Mai 68 en les réinscrivant dans la longue durée : "*Je ne crois pas qu'il y ait plus de haine aujourd'hui chez nous qu'au bon vieux temps. La guerre civile y a été froide ou chaude selon les époques, mais perpétuelle.*"

L'**histoire** de ces convulsions fratricides a déjà été retracée, en particulier par Michel Winock, qui s'est interrogé, dans *La Fièvre hexagonale* (Seuil, 1986), sur cette "*guerre civile permanente*" révélatrice de l'incapacité de la société française à **résoudre** les antagonismes politiques sur un **mode** pacifique.

La perspective adoptée aujourd'hui par Jean-Claude Caron est différente. Consacré au "premier XIX^e siècle", *Frères de sang* n'est pas un simple récit des insurrections qui ont scandé la période allant de la Restauration à la Commune de **Paris**. Spécialiste des révoltes populaires - on se souvient notamment de la très belle étude qu'il consacra à la rébellion "*antifiscale*" qui mit une partie de la **France** à feu et à sang au cours de l'été 1841 (*L'Été rouge*, Aubier, 2002) -, l'historien analyse, dans ce nouveau livre, la façon dont les hommes politiques, les journalistes et les écrivains ont "*instrumentalisé l'image que porte en elle la notion de guerre civile*" à des fins partisans, et ce "*à une époque où se succédèrent des épisodes de violences collectives d'une telle intensité et avec une telle régularité qu'ils (nourrirent) un débat quasi permanent sur leur interprétation*".

Le XIX^e siècle français, comme le démontre Caron en citant une foule d'auteurs, a été littéralement hanté par le spectre de la guerre civile. **Soupçonner** son adversaire de velléités séditionnelles afin de le **disqualifier** fut une arme rhétorique courante. Au lendemain des Trois Glorieuses de 1830, les ministres qui avaient servi Charles X furent ainsi jugés pour **avoir** poussé l'ancien roi à "*se mettre (...) en guerre avec tout un peuple*". Et, vingt ans plus tard, ce fut sur sa capacité à "*effacer les traces des discordes civiles*" que Louis-Napoléon Bonaparte se forgea une carrure d'homme d'Etat.

A ce propos, Caron met en évidence l'ambivalence idéologique des condamnations de la guerre civile. Si celles-ci pouvaient **être** d'inspiration progressiste, par exemple lorsqu'elles émanaient des partisans de la monarchie de Juillet brocardant les "ultras" de la Restauration, elles servirent le plus souvent à **justifier** une **politique** libéricide. Ce fut le cas sous le Second Empire. En fixant à ce régime issu d'un coup d'Etat l'objectif de "*prévenir le retour de ces luttes intestines où la victoire, quelque légitime qu'elle soit, est toujours chèrement achetée*", la Constitution de 1852 légitimait la répression des opposants, relégués par avance au rang de factieux menaçant les fondements mêmes de la société.

S'attardant sur les journées de juin 1848 et sur la Commune de 1871, Jean-Claude Caron rappelle à quel point la "*labellisation*" de ces événements fut controversée, comme si une guerre des mots s'était ajoutée à la guerre des rues. Ces exemples font l'objet d'un décryptage passionnant.

L'historien montre en effet ce que leur qualification révèle de la **culture** historique des contemporains - dont on constate par exemple que les références à la Révolution française s'appauvrirent notablement entre 1848 et 1871. Il souligne également que les rapprochements faits à **l'époque** avec d'autres périodes en disent long sur le sens que les observateurs voulaient donner aux événements dont ils étaient les acteurs ou les témoins. **Comparer** les communards aux Goths saccageant Rome

était ainsi, pour Villemessant, le directeur du *Figaro*, une façon de **refouler** les insurgés dans l'univers de la barbarie ; **rapprocher** leur combat de celui remporté aux Etats-Unis par les abolitionnistes, comme le fit le journaliste d'extrême gauche Félix Pyat, était au contraire un moyen d'**inscrire** leur geste dans la longue histoire de l'émancipation des opprimés.

Erudit sans être obscur, *Frères de sang* est plus qu'un simple livre d'histoire. En citant incidemment le premier ministre François Fillon, qui dénonça, le 5 mars 2008, "*le climat de quasi-guerre civile que fait régner la gauche*", il ne se contente pas de pointer la persistance d'un répertoire discursif dont le XIX^e siècle fut le laboratoire. Il nous invite, également, à **décrypter** l'impensé d'un tel discours, qui consiste à délégitimer l'adversaire en le faisant **passer** pour un ennemi.

FRÈRES DE SANG. LA GUERRE CIVILE EN FRANCE AU XIX^E SIÈCLE de Jean-Claude Caron.
Champ Vallon, "La chose publique", 310 p., 25 €.

Thomas Wieder